



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et
des Transports d'Île-de-France**

**Marché public de *travaux* passé au terme d'une procédure adaptée définie aux articles
L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Acheteur

Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et
des Transports d'Île-de-France (DRIEAT IF), représentée par Madame la Directrice
régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des
Transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la Région Île-de-
France n° IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023

Objet de la consultation

***Contournement Est de Roissy – Mesures environnementales
Restauration de milieu favorable à l'Œdicnème criard (MR16)***
Marché DRIEAT-DIRIF-DMRNO-MAPA-25-073

Remise des offres

Date et heure limites de réception : le 05 / 11 / 2025 à 12h00

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC.....	4
1-1. Contexte du marché public.....	4
1-2. Objet du marché public	4
1-3. Lieu(x) d'exécution	5
1-4. Nomenclature européenne	5
Code CVP principal : 90722000	5
1-5. Durée du marché public.....	5
1-6. Forme du marché public	5
1-7. Clause sociale.....	5
1-8. Clauses environnementales	6
1-9. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	6
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	7
2-1. Procédure de passation	7
2-2. Allotissement	7
2-3. Décomposition en tranches	7
2-4. Visite de site.....	7
2-5. Forme juridique de l'attributaire.....	8
2-6. Variantes.....	8
2-7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	8
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation.....	8
2-9. Délai de validité des offres	8
ARTICLE 3. MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	8
3-1. Composition du dossier de consultation des entreprises	9
3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats	9
3-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public.....	12
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES	14
4-1. Sélection des candidatures.....	14
4-2. Jugement et classement des offres	14
4-2-1. Appréciation du critère prix.....	15

4-2-2. Appréciation du critère valeur technique.....	15
4-2-3. Appréciation de la valeur environnementale	16
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE	17
5-1. Dispositions d'ordre général	17
5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation	18
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	21
ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE CONTENTIEUX	21

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC

1-1. Contexte du marché public

L'opération s'intègre dans les prestations complémentaires à la mise en service du Contournement Est de Roissy (CER). Dès la conception des aménagements du CER, le maître d'ouvrage a dû définir les mesures adaptées pour éviter, réduire et, lorsque c'est nécessaire, compenser les impacts du projet sur l'environnement. L'objectif de cette démarche est de préserver au mieux l'intégrité de la biodiversité dans laquelle s'insèrent les aménagements.

Afin de permettre la réalisation des travaux, une autorisation environnementale a été obtenue pour le projet (arrêté interpréfectoral n°2019/DDT/SEPR/246 du 19 décembre 2019). Compte-tenu de son envergure, les enjeux environnementaux relatifs au projet ont été particulièrement importants et structurants dans le déroulement de l'opération. L'arrêté d'autorisation environnementale prévoit notamment 32 mesures en faveur de l'environnement, dont la création de zones de compensation pour l'Édicnème criard (2 hectares), un oiseau protégé au niveau européen (classé vulnérable, estimation de 200 couples en Ile-de-France).

1-2. Objet du marché public

Les prestations, objet du présent marché, concernent la restauration de milieu favorable à l'Édicnème criard après travaux dans l'emprise du projet au niveau du diffuseur du Mesnil-Amelot (77), pour une surface d'environ 0,77 ha.

Ces travaux comprennent :

- d'une part, des travaux préparatoires :
 - o les études et les démarches administratives,
 - o la reconnaissance du site,
 - o le débroussaillage et le nettoyage du site,
 - o l'enlèvement des déchets et des matériaux divers,
 - o l'arrachage et l'évacuation des espèces exotiques envahissantes,
- d'autre part, des travaux de terrassement :
 - o le décapage de la terre végétale et son évacuation,
 - o la préparation du sol dans les conditions précisées au CCTP,
 - o la mise en dépôt provisoire des matériaux de remblais,
 - o le remblaiement de la zone dans les conditions précisées au CCTP,
 - o la mise en décharge publique des matériaux excédentaires et des matériaux non réutilisés, sur indication du maître d'œuvre,
 - o la récupération, le traitement et l'évacuation des eaux pluviales pendant les travaux, l'exécution des drainages d'eaux souterraines qui pourraient apparaître nécessaires.
- le nettoyage des lieux.

1-3. Lieu(x) d'exécution

Les travaux seront exécutés dans le département de Seine-et-Marne (77) sur la commune du Mesnil-Amelot au niveau du lieu-dit la Renardière.

1-4. Nomenclature européenne

Code CVP principal : 90722000

1-5. Durée du marché public

La durée prévisionnelle du marché est indiquée à l'article 3 de l'acte d'engagement.

1-6. Forme du marché public

Le présent marché public est un marché ordinaire.

1-7. Clause sociale

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du Code de la commande publique (CCP) en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Sont notamment concernés :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) demandeur d'emploi ou ayants droits ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L.5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH) de l'allocation d'invalidité (AI) ;
- Les personnes travaillant dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi sans qualification (infra niveau V, soit niveau inférieur au CAP/BEP) ;
- Les jeunes diplômés sortis du système scolaire justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Publics reconnus réfugiés (bénéficiant de la protection internationale) ;
- Autres publics validés par le facilitateur provenant des partenaires emploi du territoire (France Travail, MDE, PLIE, Missions Locales, Cap emploi Sameth, etc.) ;
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- Des personnes domiciliées de l'ensemble des Quartiers Politique de la Ville sur le territoire national, sur le modèle du dispositif ANRU.

Cette action concerne les prestations intellectuelles, les travaux, les besoins en services ou

fournitures afférents au présent marché.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 12-2 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Martine GOMIS - Coordinatrice Clauses Sociales
Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France
1 boulevard Carnot
95400 Villiers le Bel
Tel : 01 34 04 37 01 / 06 29 62 77 52
MGOMIS@roissypaysdefrance.fr

Dans le cadre de la présente consultation, cet organisme est à la disposition des candidats et du futur titulaire pour fournir tous les renseignements utiles concernant sa mise en œuvre, fournir une liste indicative d'opérateurs susceptibles de présenter les travailleurs, et effectuer des formations préalables correspondantes (en fonction de la date prévisionnelle du marché), etc.

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

1-8. Clauses environnementales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Les pièces particulières du marché, et notamment l'article 11 du CCAP et la Notice de Respect de l'Environnement (NRE) du CCTP, fixent ces conditions ainsi que les pénalités associées en cas de non-respect des prescriptions précisées dans l'offre du candidat.

1-9. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le projet de règlement du Collège interentreprises.

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un PPSPS.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)
L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus de participer aux réunions du CISSCT qui sera constitué au plus tard 21 jours avant le début des travaux conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Procédure de passation

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée ouverte, conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

2-2. Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2-3. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2-4. Visite de site

Le candidat a l'obligation de prendre connaissance des lieux, du site et de son environnement, de l'importance et de la nature des prestations à effectuer et de toutes les difficultés et sujétions pouvant résulter de leur exécution. Il est recommandé aux candidats de procéder à une visite du site détaillée.

La visite sur site fera obligatoirement l'objet d'un rendez-vous. Les demandes de rendez-vous pour l'exécution des visites devront être adressées au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite de remises des offres. Les demandes de rendez-vous réceptionnées au-delà de ce délai ne seront pas traitées par le Maître d'Ouvrage.

Les demandes de prises de rendez-vous sont à adresser par courrier électronique à l'adresse suivante : cer-rdo.dmrno.smr.dirif.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Cette adresse ne sert qu'à la demande d'inscription à la visite, aucune autre communication ou question ne sera traitée par ce moyen ; celles-ci doivent être transmises via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Le représentant du Maître d'Ouvrage communiquera les coordonnées de son représentant ou du représentant du Maître d'Œuvre qui assurera la visite et du lieu de rendez-vous.

Le futur site de réalisation des travaux est constitué par des emprises du Domaine Public Routier National (voies circulées + délaissés). Aucun rendez-vous ne sera pris avec un agent de la DiRIF pour la visite sur site en dehors des modalités décrites dans le présent article du Règlement de Consultation.

La participation à cette visite ne présente pas de caractère obligatoire, et ne fait pas partie des critères d'admissibilité d'une candidature ou d'évaluation d'une offre.

2-5. Forme juridique de l'attributaire

Le marché public sera conclu :

- soit avec un opérateur économique unique ;
- soit avec un groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement, pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des offres et la date de signature du contrat.

2-6. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base, les variantes sont interdites.

2-7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve la possibilité d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront alors informés.

ARTICLE 3. MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr> – sous la référence : **DRIEAT-DIRIF-DMRNO-MAPA-25-073**.

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plateforme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme. Il renseigne ses coordonnées et courriel sur PLACE afin d'être informé des questions formulées au cours de la consultation et des réponses apportées par l'acheteur, ainsi que de toute modification du dossier de consultation, le cas échéant. Un candidat ne peut opposer à l'acheteur ou à un tiers l'ineffectivité ou le caractère générique du courriel choisi afin d'accéder à la consultation pour contester le défaut de notification d'une information publiée dans le cadre de la consultation.

Les candidatures et les offres des candidats, ainsi que les documents de présentation associés,

seront entièrement rédigés en langue française.

Il est rappelé que le(s) signataire(s) doi(ven)t être habilité(s) à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s). La signature apposée sur ce document est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions du présent document relatives aux offres électroniques.

Toutefois, l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera en effet exigée au stade de l'attribution.

3-1. Composition du dossier de consultation des entreprises

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- La Notice de Respect de l'Environnement (NRE) ;
- Le cadre du bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) ;
- Le cadre du détail estimatif (DE) ;
- Le cadre du Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) ;
- Le cadre du Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Le cadre du Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED) ;
- Dossier des Ouvrages Exécutés : nomenclature, charte graphique et procédure ;
- Les documents utiles à la compréhension du projet (plan du site, plans des réseaux, plan du giratoire, etc.).

3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Dans un sous-dossier, les pièces relatives à la candidature :

Les candidats ont la possibilité de déposer leur dossier de candidature en utilisant :

- soit le Document Unique de Marché Européen électronique (eDUME), disponible depuis le service exposé de PLACE ou à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un eDUME pour chaque cotraitant.

- soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un seul formulaire DC1 mentionnant l'ensemble des cotraitants, et un formulaire DC2 pour chaque cotraitant.

Recours aux capacités d'autres opérateurs économiques :

Conformément à l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. Dans cette hypothèse, le candidat justifie des capacités de ce ou ces opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Sous-traitance :

Conformément aux articles L.2193-2 à L.2193-6 du Code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) mentionnant notamment :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées, le candidat qui envisage, dès le dépôt de son offre, de sous-traiter une partie de sa prestation, complètera utilement la déclaration de sous-traitance et joindra, pour chaque sous-traitant, l'ensemble des documents, attestations et renseignements réclamés aux candidats, tels que figurant au présent règlement de la consultation.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est toutefois précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitant(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur économique dispose de la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2 :

En cas de candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2, les candidats transmettent :

- les justifications relatives à la capacité juridique du candidat :
 - le formulaire DC1 dûment complété ;
 - le pouvoir du signataire de l'acte d'engagement pour engager l'entreprise (établi par tout moyen, notamment via la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE et/ou des délégations internes à l'entreprise) ;
 - une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- les justifications relatives à la capacité économique et financière du candidat :
 - le formulaire DC2 dûment complété, notamment la déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;
- les justifications relatives à la capacité technique et professionnelle du candidat :
 - Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations

de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte (*à déterminer par le service prescripteur*). Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;

Les candidats qui ne disposent pas des renseignements demandés ci-dessus (par exemple les sociétés nouvellement créées), peuvent apporter des moyens de preuve équivalents de leurs capacités.

L'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics définit d'autres éléments pouvant être sollicités au titre de la candidature. La liste ci-dessus peut donc être complétée, mais les documents et informations demandés doivent se révéler appropriés et justifiés au regard de l'objet du marché public.

Dans un autre sous-dossier, les pièces relatives à l'offre :

Acte d'Engagement et volet financier

- L'acte d'engagement (AE) : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du candidat. **Il est rappelé que l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera exigée au stade de l'attribution.**

- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) entièrement complété. Le candidat ne peut en aucun cas modifier le cadre fourni par l'acheteur.

- Le détail estimatif complété (DE) entièrement complété. Le candidat ne peut en aucun cas modifier le cadre fourni par l'acheteur.

Volet technique et organisation générale du candidat

- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) entièrement complété. Le candidat ne peut en aucun cas modifier le cadre fourni par l'acheteur.

Volet environnemental

Ce volet a pour but de décrire les modalités d'organisation envisagées en vue de garantir la gestion des déchets et la protection environnementale.

L'attention du candidat est attirée sur l'importance de sortir des cadres types de description de management de projet et de proposer des process adaptés aux travaux spécifiques, résultants de l'analyse par le candidat de leurs particularités.

Pour cela, il se basera sur les éléments suivants :

- **Le Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE)** entièrement complété. Le candidat devra fournir un Schéma Organisationnel du Plan de Respect de

l'Environnement (SOPRE), explicitant les dispositions d'organisation et les actions qu'il compte mettre en œuvre pour limiter et maîtriser les impacts sur l'environnement, et ce conformément au cadre fourni au présent dossier de consultation des entreprises.

Le candidat portera une attention particulière sur la **limitation des différentes pollutions et nuisances pour les riverains et la nature**. Il s'attachera à ne pas rester dans les généralités, mais à **proposer des mesures concrètes**.

Le candidat présentera le **mode opératoire à appliquer en cas de découverte d'une espèce protégée terrestre** telle que le Hérisson d'Europe par exemple, ainsi que les modalités de gestion des espèces envahissantes, notamment le Galéga.

Le candidat ne peut en aucun cas modifier le cadre fourni par l'acheteur.

- **Le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED)** entièrement complété. Le candidat devra fournir un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED), explicitant les dispositions d'organisation et les actions qu'il compte mettre en œuvre pour gérer les déchets de l'ensemble du chantier, et ce conformément au cadre fourni au présent dossier de consultation des entreprises. En particulier, une procédure d'évaluation de la réutilisation des matériaux sera présentée.

Le candidat portera une attention particulière sur la méthodologie et le plan de traitement des déchets dangereux et industriels, ainsi que l'aspect du chantier dans le site, la propreté des voiries et cheminements piétons.

Il s'attachera donc à ne pas rester dans les généralités, mais à proposer des mesures concrètes.

Le candidat ne peut en aucun cas modifier le cadre fourni par l'acheteur.

3-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public

Si l'attributaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-14 du Code de la commande publique, sa candidature sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, les documents demandés seront les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, sollicitées par l'acheteur au moyen du formulaire NOT11 (information au candidat retenu), disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ces pièces seront transmises à l'acheteur dans le délai fixé à la rubrique E du formulaire NOT11.

Si l'attributaire du marché public n'a pas signé l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre, le(s) représentant(s) habilité(s) de l'attributaire devra(ont) signer ce document au moment de l'attribution. La signature apposée est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions de l'article 5-2 du présent règlement de la consultation.

Pour l'application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du Travail sera remise par l'attributaire avant la notification du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

S'il n'emploie pas de travailleurs étrangers, l'attributaire fournit une attestation sur l'honneur en ce sens.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation. Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures et listés à l'article 3-2 ci-avant, les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2143-6 à R.2143-14 et R.2144-1 à R.2144-9 du Code de la commande publique sont éliminées par l'acheteur.

Les exigences minimales requises par l'acheteur au titre de la candidature sont les suivantes :

- Un chiffre d'affaires annuel minimum au cours des 3 derniers exercices d'au moins 250 000 €.

4-2. Jugement et classement des offres

L'acheteur examinera l'offre des candidats pour établir un classement.

L'acheteur pourra attribuer le présent marché public sur la base des offres initiales, sans négociation.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité de mener une phase de négociation. S'il décide de faire usage de cette faculté, cette négociation sera menée dans les conditions décrites ci-après.

Les 3 candidats arrivés en tête à l'issue du classement des offres initiales seront invités à négocier, soit par échange de courriers adressés via la plateforme de dématérialisation, soit au cours de séances de négociation organisées dans les locaux de l'acheteur ou en visioconférence. Dans ce dernier cas, la modalité d'organisation de ces séances sera précisée dans le courrier de convocation adressé via la plateforme de dématérialisation. En outre, ces séances, d'une durée identique pour tous les candidats, donneront lieu à la rédaction d'un procès-verbal garant de la traçabilité des échanges intervenus.

La négociation pourra porter sur l'ensemble des critères de sélection des offres indiqués ci-dessous. Dans le cas où elle se tiendrait dans les locaux de l'acheteur ou par visioconférence, elle est conclue par l'acheteur qui communique par courrier adressé via la plateforme de dématérialisation à chaque candidat admis à négocier la date et l'heure limites pour la remise d'une nouvelle offre. Ces nouvelles offres doivent être présentées conformément aux exigences du présent règlement de la consultation. Elles sont analysées conformément à l'article 4-2 du présent règlement de la consultation.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

CRITÈRES	PONDÉRATION
Le prix, apprécié au regard du montant total indiqué dans le DE.	65%
La valeur technique de l'offre, appréciée selon les sous-critères énoncés à l'article 4-2-2 ci-dessous.	20%
La valeur environnementale de l'offre, appréciée selon les sous-critères énoncés à l'article 4-2-3 ci-dessous.	15%

Les lettres de rejet des offres non retenues au terme de l'analyse seront envoyées aux candidats par voie électronique (via la plateforme de dématérialisation) à l'adresse de courriel qu'ils auront indiquée dans l'acte d'engagement. Les candidats vérifient à cet égard le paramétrage de leur messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme.

4-2-1. Appréciation du critère prix

La formule utilisée pour la notation du critère prix sera la suivante :

$$\text{Note de l'offre (entre 0 et 20)} = 20 \times (1 - (\text{offre} - \text{offre mini}) / \text{offre mini})$$

Étant précisé que :

- L'offre du moins-disant obtiendra la note maximale.
- La note 0 sera attribuée pour toute offre supérieure ou égale à l'offre la moins-disante, majorée de 100 %.

4-2-2. Appréciation du critère valeur technique

Le critère valeur technique sera apprécié selon les éléments spécifiques renseignés dans le SOPAQ complété, décrit à l'article 3-2 ci-avant et noté sur 20 points répartis entre les sous-critères définis ci-après.

Les sous-critères et leurs pondérations respectives sont les suivants :

Sous-critères		Pondération
SOPAQ		20 pts
N°1	La présentation de la répartition des tâches et des moyens mis à disposition , identifiant le responsable des travaux, décrivant la répartition des tâches des cotraitants sur le chantier et détaillant l'organigramme dans les différentes phases du chantier et listant les principaux sous-traitants et prestataires envisagés ainsi que les tâches et les moyens matériels qui leur seraient attribuées.	4 pts
N°2	L'organisation générale des travaux , expliquant l'organisation des études d'exécution, l'ordonnancement et les plannings proposés par le candidat. Les plannings prévisionnels associés aux travaux feront apparaître les jalons associés aux différentes phases du chantier. Les contraintes générales telles que les contraintes d'accès, les contraintes hivernales ou les intempéries seront également détaillées.	4 pts
N°3	Les caractéristiques techniques de l'offre, relatives à l'exécution des prestations , faisant apparaître une analyse des contraintes, des difficultés techniques propres au chantier, les objectifs environnementaux fixés dans la NRE et détaillant les procédures d'exécution ainsi que les moyens humains et matériels nécessaires associés pour les différentes phases du chantier.	6 pts
N°4	L'organisation du plan qualité et des contrôles , décrivant l'organisation mise en place pour garantir la qualité des ouvrages (contrôle interne, externe, articulation avec le contrôle extérieur), les modalités de réalisation des contrôles et la liste des points critiques et une proposition des points d'arrêt qui seront repris dans le PAQ, les documents de suivi.	4 pts
N°5	Les mesures d'hygiène et de sécurité , détaillant les dispositifs de sécurité préconisés par nature de travail, les mesures d'hygiène et de prévention de la santé prises dans le respect du PGCSPS et les dispositions prises quant au travail sur le réseau routier national.	2 pts

4-2-3. Appréciation de la valeur environnementale

Le critère valeur environnementale sera apprécié selon les éléments spécifiques renseignés dans le SOPRE et le SOSED complétés, décrit à l'article 3-2 ci-avant et noté sur 20 points répartis entre les sous-critères définis ci-après.

Les sous-critères et leurs pondérations respectives sont les suivants :

Sous-critères		Pondération
La pertinence du SOPRE		14 pts
N°1	- Identification des entreprises du groupement, répartition des tâches et moyens mis à la disposition et organisation des responsabilités en matière de respect de l'environnement et du développement durable - Prévision des modalités de formation et de sensibilisation du personnel aux enjeux environnementaux	3 pts
N°2	Analyse du contexte environnemental et des principales contraintes environnementales, prise en compte des contraintes environnementales, évaluation de la réutilisation des matériaux	2 pts
N°3	Méthodologie d'exécution et de dispositions constructives pour réduire les impacts des travaux ainsi que points de contrôles prévisibles.	5 pts
N°4	Méthodologie pour les procédures particulières environnementales (PPE) spécifiées dans le NRE.	4 pts
La pertinence du SOSED		6 pts
N°5	- Identification et méthodologie de traitement des déchets (dangereux, industriels, inertes, ménagers), de réduction et de tri des déchets (bennes, affichage, stockage, localisation sur le chantier des installations etc.). - Moyens humains et matériels mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets. - Les centres de stockage, de regroupement, unités de recyclage pressentis vers lesquels seront acheminés les différents déchets ; - Actions de sensibilisation, d'information et de formation qui seront à mener régulièrement.	3 pt
N°6	Plan de traitement des déchets liées aux espèces exotiques envahissantes.	2 pts
N°7	Outils de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux (documents d'enregistrement en cours et en fin de chantier).	1 pt

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

5-1. Dispositions d'ordre général

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

En application de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, la remise des offres se fera **exclusivement via la plateforme des achats de l'État – PLACE -** (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) qui répond aux exigences fixées par les arrêtés du 22 mars 2019 relatifs aux exigences minimales des moyens de communication électroniques dans la commande publique et aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.

Toute offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Traitement de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique peut être remise sur support papier, support physique électronique, ou par voie électronique.

1^{er} cas : remise de la copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique :

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde". Elle doit parvenir avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation, à l'adresse suivante :

DRIEAT-IF / SG / DCPA

21-23 Rue Miollis
75015 PARIS

Offre pour : « Contournement Est de Roissy – Mesures environnementales -
Restauration de milieu favorable à l'Édicnème criard (MR16) -
Marché n° DRIEAT-DIRIF-DMRNO-MAPA-25-073 »

COPIE DE SAUVEGARDE

Nom du candidat ou du mandataire du groupement :

« NE PAS OUVRIR »

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés **du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais, ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.
3. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

2^{ème} cas : remise de la copie de sauvegarde par voie électronique :

La copie de sauvegarde doit parvenir à l'acheteur avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation. Le candidat dépose ou envoie sa copie de sauvegarde sur/par l'outil de son choix, à la condition que ce dernier respecte les exigences définies à l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Par le biais d'un accusé réception, cet outil doit informer l'acheteur de la mise à disposition de la copie de sauvegarde et lui indiquer les modalités de récupération.

Les services existants permettant la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique sont les suivants :

- La lettre recommandée électronique :
 - o Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf \(ssi.gouv.fr\)](https://ssi.gouv.fr/produits-et-services-qualifies.pdf) ;
 - o Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [elDAS Dashboard \(europa.eu\)](https://elDAS.europa.eu) ;
- Tous les autres services permettant l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Nota : les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique pouvant nécessiter des modalités d'inscription longues, il est recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription et d'identification sur la solution technique envisagée.

5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation

Lors de la première utilisation de la plateforme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique sera effectuée sur la plateforme de dématérialisation sous la référence : **DRIAT-DIRIF-DMRNO-MAPA-25-073**.

En outre, cette transmission sera effectuée selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement de la consultation ;
- La durée de la transmission de l'offre étant fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, le candidat est invité à s'assurer que tous les

documents sont utiles à la compréhension de son offre ;

- Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format « zip ». Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 fixe les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions suivantes :

- **Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.**

➤ 1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue »

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification, française ou étrangère, mentionnée dans l'une des listes de confiance décrites dans les références suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>
- <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

➤ 2^{ème} cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plate-forme de dématérialisation PLACE accepte tout certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences requises par le règlement eIDAS du 23 juillet 2014.

Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, en particulier tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS), sont toujours valables et demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de Certification, la politique

de certification...

- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site Internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le candidat peut utiliser l'outil de signature de son choix :

- Soit le candidat utilise l'outil de signature de la plateforme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

- Soit le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, auquel cas il doit respecter les deux obligations suivantes :
- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
 - 2) Permettre la vérification de la signature et de l'intégrité du document conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté susmentionné, en transmettant les éléments nécessaires pour y procéder, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature, en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).

RAPPEL GÉNÉRAL

Un « zip » signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.
Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats devront utiliser exclusivement les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), sous la référence : **DRIEAT-DIRIF-DMRNO-MAPA-25-073**. Ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plateforme.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et/ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs demandes au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée en temps utiles à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont compétents.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Paris, dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS Cedex 04

Téléphone : 01.44.59.44.00

Télécopieur : 01.44.59.46.46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Adresse internet (URL) : <http://paris.tribunal-administratif.fr>